

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 279 / Juillet 2019

TENDANCES CONJONCTURELLES

1ER TRIMESTRE 2019

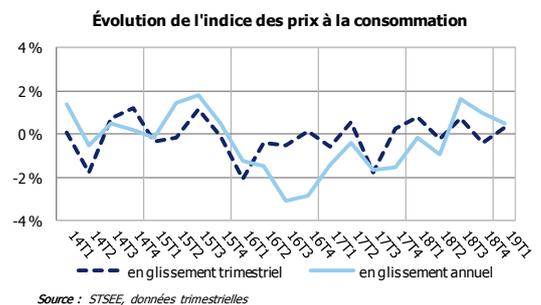
L'année 2019 commence de manière encourageante après une année 2018 en demi-teinte. L'emploi, bien qu'en légère diminution sur le trimestre, reste à un niveau historiquement élevé. Les importations de biens alimentaires et de consommation sont dynamiques sur le trimestre, signe d'une reprise de l'activité commerciale. Les autres secteurs montrent également des signaux positifs, notamment avec le début du rebond anticipé pour le BTP. L'inflation reste modérée grâce à la baisse du prix de l'énergie. Seul point négatif du trimestre, les importations de biens d'équipements sont en recul.

Un début d'année prometteur

Légère hausse de l'indice des prix

Après s'être faiblement replié au quatrième trimestre 2018, l'indice des prix à la consommation rebondit légèrement (+0,3 %). Ce rebond est dû à la hausse des prix des produits manufacturés (+1,5 %) que vient en partie compenser la diminution du prix de l'énergie (-3,0 %). Les prix de l'alimentation et des services sont quant à eux en légère progression (+0,3 % dans les deux cas).

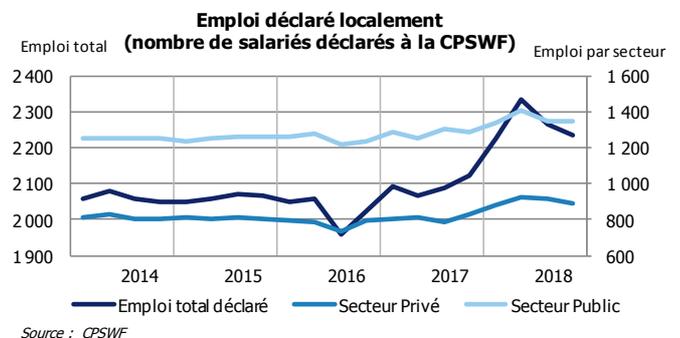
En rythme annuel, l'indice global est en hausse (+0,5 %). La plupart des postes composant l'indice sont en augmentation, de manière modérée pour l'alimentation (+0,6 %) et plus forte pour les produits manufacturés (+1,9 %) et les services (+2,0 %). L'énergie constitue la seule exception à cette tendance à la hausse avec une chute de son prix (-7,0 %).



Léger recul de l'emploi

Selon les données à fin décembre 2018, 2 237 salariés sont déclarés à la CPSWF contre 2 263 à fin septembre 2018, soit une baisse de 1,1 %. A contrario, on observe une croissance de 5,5 % en glissement annuel.

À fin décembre 2018, on dénombre 1 348 salariés dans le secteur public, stable (+0,1 %) par rapport au trimestre précédent, avec une croissance en rythme annuel (+4,5 %). Le secteur privé compte 889 salariés soit une diminution trimestrielle de 2,9 % (+7,0 % en glissement annuel). La réduction du nombre d'emplois dans le secteur des services (-6,5 %) est le facteur de baisse le plus important ce trimestre, les secteurs du commerce (-1,0 %) et de l'industrie et de l'artisanat (-4,8 %) participant également à la tendance. Le secteur du BTP, avec une augmentation de 15,2 %, constitue la seule exception à cette tendance à la baisse. La quasi-totalité des secteurs est en croissance en glissement annuel à l'exception du secteur de l'industrie et de l'artisanat (-2,0 %).



La part du secteur public dans l'économie du Territoire se renforce suite à la diminution de l'emploi privé. La prédominance de l'emploi public revient à son niveau de l'année précédente à la même période, soit 60,3 % de l'emploi total après être descendu à 59,5 % à fin septembre.

Renforcement de la consommation des ménages

Après s'être repliées (-4,5 %) au quatrième trimestre 2018, les importations de biens de consommation progressent au premier trimestre 2019 (+6,4 %, CVS) et sont stables en glissement annuel (+1,0 %, CVS), à 244 millions de F CFP. Les importations de biens d'équipement du foyer sont en légère hausse (+2,4 % sur le trimestre, à 66 millions de F CFP, CVS). Les importations d'articles d'habillement diminuent de 33,8 % et s'établissent à 41 millions de F CFP (CVS) au premier trimestre.

Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs connaît une baisse trimestrielle et annuelle (respectivement -8,2 % et -1,8 %, CVS¹).

La consommation d'électricité est stable sur le trimestre et en hausse sur l'année (+0,3 % en glissement trimestriel, +7,2 % en glissement annuel, CVS). Cette évolution est à rapprocher de la baisse des tarifs (péréquation tarifaire depuis mi-2016).

L'encours des crédits à la consommation est stable, que ce soit par rapport au trimestre précédent (-0,5 %) ou par rapport au premier trimestre 2018 (+0,7 %). Les crédits à l'habitat poursuivent leur décrue sur le trimestre (-2,8 %) mais suite à la chute du trimestre précédent (-15,9 %) ils sont en diminution en glissement annuel (-26,7 %), pour s'établir à 55 millions de F CFP au 31 mars 2019. En parallèle, le taux de créances douteuses brutes des ménages se stabilise à un niveau historiquement bas. Il s'établit ainsi à 3,9 % à fin mars contre 4,0 % à fin décembre et 4,7 % un an auparavant.

À fin mars 2019, les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont encore dans une situation très saine. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est au même niveau qu'au quatrième trimestre 2018 (186), en baisse de 17 % sur l'année. Le nombre d'incidents de paiement par chèque est lui en rebond (+87,8 %) et s'établit à 77. Cependant ce rebond trimestriel se faisant depuis un niveau historiquement bas (41 incidents), le nombre d'incidents reste en recul annuel (-20,6 %).

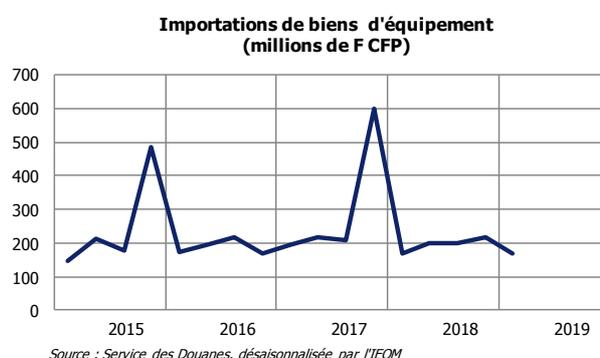
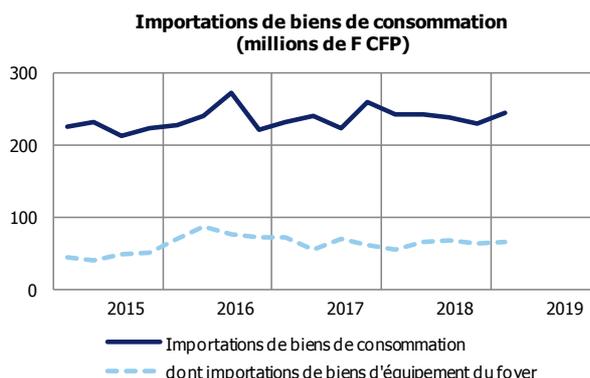
Un investissement des entreprises qui marque le pas

Les importations de biens d'équipement destinés aux entreprises (170 millions de F CFP au premier trimestre 2019, données CVS) sont en fort repli trimestriel de 21,2 % et se stabilisent en glissement annuel (+1,2 %, CVS).

Les immatriculations de véhicules utilitaires sont en repli trimestriel mais augmentent par rapport au premier trimestre 2018 (-13,3 % et +6,3 %, données CVS²).

Contrastant avec cette évolution négative des importations, l'encours des crédits d'investissement est en hausse pour s'élever à 614 millions de F CFP, soit une augmentation de 15,4 % par rapport au trimestre précédent. Cependant cette hausse ne compense pas les baisses des trimestres précédents, ce qui se traduit par une diminution de 8,1 % en glissement annuel. La situation reste dans la tendance des dernières années, le montant des encours bancaires des crédits d'investissement oscillant entre 469 et 695 millions de F CFP depuis 2015. Il convient cependant de noter que les investissements des entreprises du Territoire reposent également sur une part significative de fonds propres.

Stable depuis 2013, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire reste constant. Le taux de créances douteuses brutes des entreprises recule (-1,3 point sur le trimestre et -1,2 point sur l'année), s'établissant à 4,2 % au 31 mars 2019.



¹ Ces variations doivent être interprétées avec précaution, compte tenu du faible nombre de véhicules étudiés.

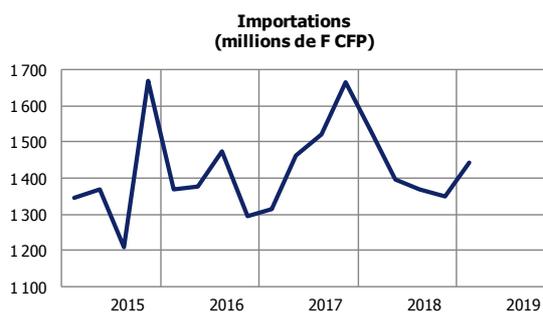
² Tout comme pour les véhicules de tourisme, le faible nombre de véhicules utilitaires conduit à des interprétations devant se faire avec précaution.

Rebond des importations

Les importations totales augmentent au premier trimestre 2019 (+7,0 %, CVS). Elles s'élèvent à 1 443 millions de F CFP (-5,6 % en glissement annuel, données CVS).

Principal poste d'importations, les produits alimentaires participent à ce rebond par rapport au quatrième trimestre 2018 (+13,8 %, soit 367 millions de F CFP contre 322 millions au trimestre précédent, CVS). Les importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires (respectivement 170 et 227 M F CFP, CVS) représentent à eux deux 397 millions de F CFP au premier trimestre 2019 contre 383 millions au quatrième trimestre 2018 (216 millions pour les biens d'équipement, 167 millions pour les biens intermédiaires, CVS), soit une hausse de 3,7 %.

Les revenus douaniers et des taxes d'entrée diminuent en variation trimestrielle (-18,3 %) et s'établissent à 274 millions de F CFP, un niveau très proche du premier trimestre 2018 (-0,7 % en glissement annuel).

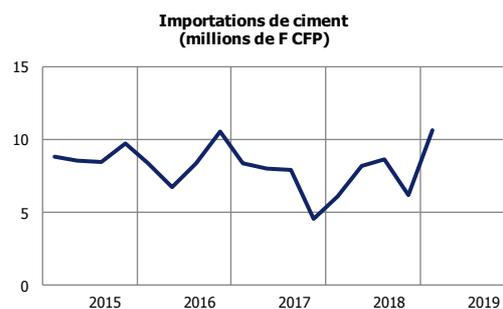


Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Quelques signaux positifs pour les principaux secteurs d'activités

Début du rebond anticipé pour le BTP en 2019

L'année commence de manière encourageante pour le secteur, des signaux positifs étant à noter pour le trimestre. Les importations de ciment enregistrent une forte hausse trimestrielle et annuelle (+71,4 % et +75,1 %, données CVS). Elles s'élèvent à 10,7 millions de F CFP (CVS). A fin décembre les effectifs salariés du secteur sont en hausse, sur le trimestre (+15,2 %) ainsi que sur l'année (+38,2 %) et atteignent 76 salariés, le plus haut niveau depuis le pic de 2013 lié à l'accueil des mini-jeux du Pacifique. Ceci est à mettre en lien avec les nombreux projets qui auront lieu durant l'année à venir, dont le projet emblématique du quai de Leava à Futuna.



Source : Service des Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Une activité commerciale qui redémarre

Après le ralentissement du trimestre dernier, la reprise de l'activité commerciale entraîne un rebond des importations. En effet on observe une croissance des importations de produits alimentaires (+13,8 %), de biens intermédiaires (+35,8 %) et de biens de consommation (+6,4 %, données CVS). Ces évolutions sont encourageantes pour le secteur, bien que d'autres importations, comme celles des articles d'habillement (-33,8 %, CVS) soient en baisse.

Une fréquentation du Territoire en hausse

Le nombre de passagers total est en hausse sur le trimestre (11 587 contre 10 757 le trimestre précédent, données CVS) suite à la hausse du trafic international (+13,7 %), qui s'élève à 8 294 passagers (CVS) bien que le trafic intérieur soit en baisse (-4,8 %, soit 3 293 passagers, données CVS). La hausse du trafic international est notamment liée aux vols supplémentaires pour l'ordination du nouvel évêque du Territoire.

En rythme annuel, le trafic aérien global enregistre une hausse de 4,5 % entraînée par l'augmentation du nombre de passagers internationaux (+8,0 %, CVS), tandis que le trafic intérieur est en diminution (-3,3 %, CVS).



Source : Aviation civile, désaisonnalisée par l'IEOM

La conjoncture régionale et internationale

UNE CROISSANCE DE LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE MEILLEURE QUE PRÉVUE

Après une tendance au ralentissement dans la région Asie-Pacifique en 2018, les perspectives de croissance pour le reste de l'année 2019 s'améliorent, soutenues notamment par des politiques monétaires et budgétaires accommodantes.

Aidées par des mesures monétaires et budgétaires de stimulation, la croissance **chinoise** est meilleure qu'attendue au 1er trimestre 2019, à + 6,4 % sur un an. Les craintes d'un fort ralentissement sont également atténuées par la remontée de l'indicateur du climat des affaires (manufacturing PMI) au mois de mars. En revanche, les tarifs douaniers imposés par les États-Unis font toujours peser une menace sur les exportations, pourtant dynamiques au mois de mars.

Dans un contexte de bouleversement administratif lié à l'intronisation d'un nouvel empereur, les grandes entreprises **japonaises** ont fait part de leur pessimisme concernant la conjoncture. L'indice Tankan atteint un point particulièrement bas (-7 points par rapport à décembre 2018 pour les grandes entreprises). Cette vision dégradée reflète en partie les inquiétudes liées au ralentissement potentiel de la croissance chinoise et celle d'autres partenaires commerciaux.

De même, en **Indonésie**, l'indicateur du climat des affaires est en baisse en lien en partie avec la forte baisse des exportations (-2,1 % en glissement annuel contre +4,3% au 4ème trimestre 2018) et l'attentisme de la période préélectorale. La croissance reste cependant soutenue (+5,1 % ce trimestre en glissement annuel) portée par une consommation privée dynamique (+5,0 % en glissement annuel) grâce à un faible niveau d'inflation ainsi qu'une politique fiscale centrée sur les bas revenus et un faible taux de chômage.

L'**Australie** enregistre un excédent commercial record de 5 874 millions de dollars AUD au mois de mars, malgré un indicateur du climat des affaires également morose. Parallèlement, la banque centrale d'Australie a annoncé le maintien de ses taux directeurs à 1,5 % dans un contexte d'inflation relativement faible.

Sources: FMI, Statistics New Zealand, Australian Bureau Of Statistics, Reserve Bank Of Australia, Reserve Bank Of New Zealand, Statistics Indonesia, bank of Japan.

FLÉCHISSEMENT DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Le ralentissement de l'activité économique mondiale observé en 2018 devrait se confirmer en 2019 selon les dernières estimations du FMI, qui anticipe une croissance du PIB de 3,3 % en 2019 (+ 3,6 % en 2018). La prévision pour 2019 est inférieure de 0,4 point de pourcentage à celle publiée en octobre 2018. La montée des tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis a pénalisé l'activité mondiale au cours des derniers mois, alors que la production industrielle et l'investissement sont restés faibles dans la plupart des pays avancés et émergents.

Aux États-Unis, la croissance du PIB a accéléré au premier trimestre 2019 pour s'établir à 0,8 % en variation trimestrielle, après une hausse de 0,5 % au trimestre précédent. Cette tendance s'explique principalement par la reprise des dépenses publiques, l'accroissement de l'investissement privé et l'orientation favorable du commerce extérieur. Le FMI anticipe une croissance de 2,3 % sur l'année.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,4 % au premier trimestre 2019 après une hausse de 0,2 % au quatrième trimestre 2018. L'inflation continue d'être modérée à fin mars (+1,4 %) tandis que le taux de chômage s'est établi à 7,7 %, son niveau le plus faible depuis septembre 2008. En 2019, la croissance du PIB devrait ralentir à 1,3 % selon les estimations du FMI (+1,8 % en 2018).

Selon l'Insee, la France a enregistré une hausse du PIB de 0,3 % au premier trimestre 2019, soit le même rythme qu'au trimestre précédent. Si la consommation des ménages a rebondi, l'investissement ralentit légèrement, tout comme la consommation des APU et les exportations. La Banque de France prévoit pour l'ensemble de l'année un essor du PIB de 1,4 %, légèrement inférieur au rythme enregistré en 2018 (+1,6 %).

Au Japon, le PIB s'est accru de 0,5 % au premier trimestre 2019 après une hausse de 0,4 %. Cette légère accélération est principalement attribuable à une meilleure orientation des exportations et à la hausse des dépenses publiques. En 2019, la croissance devrait s'établir à 1,0 % (+0,8 % en 2018), principalement soutenue par les mesures budgétaires supplémentaires mises en œuvre.

Enfin, la croissance devrait légèrement ralentir dans les pays émergents et en développement en 2019 (+4,4 % selon le FMI après +4,5 % en 2018). Ce repli s'explique principalement par le fléchissement de l'activité en Chine (+6,3 % anticipé pour 2019) et par les difficultés économiques rencontrées par la Turquie et l'Argentine.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 22 mai 2019.